

Solidaires

ET INTERNATIONALISTES!



Activités internationales de l'Union syndicale Solidaires : les actualités mensuelles

#145 – Décembre 2025

Ferroviaire

La fédération SUD-Rail mène deux campagnes internationales :

L'argent des cheminot.es ne doit pas servir à tuer des palestinien.nes !

Elbit Systems est une entreprise d'armement dont les armes ont été utilisées dans plusieurs attaques ayant causé la mort de civil.es à Gaza. Des humanitaires, des enfants ont été tués par des drones et des bombes fournies par Elbit Systems. Amundi (filiale du Crédit Agricole) détient des actions dans l'entreprise Elbit Systems. Amundi gère le Plan d'Épargne Groupe de la SNCF (dont des filiales) et notamment la prime d'intéressement versée annuellement aux cheminot.es. Sur les 2 dernières années, la participation d'Amundi dans la vente d'armes est passée de 542 000 dollars à 3 252 000 dollars.

SUD-Rail exige qu'Amundi cesse tout investissement dans Elbit Systems, toute entreprise israélienne et toute entreprise d'armement collaborant avec Israël ; si ce n'est pas le cas, que le groupe SNCF cesse toute collaboration avec Amundi. Si Amundi et la direction de la SNCF persistent, SUD-Rail lancera une action en lien avec la [campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions \(BDS\)](#). A partir de mars, les cheminot.es seront appelés à agir directement pour organiser le boycott en refusant de placer leur intéressement chez Amundi.

Cette campagne s'appuie sur des notes aux équipes militantes, des tracts aux cheminot.es, des cartes postales à faire signer, un lien avec la campagne BDS France, les actions du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#) qui relaie les appels de syndicats palestiniens...

Solidarité avec les cheminot.es ukrainien.nes

Dans la suite des contacts établis lors d'initiatives du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#), la fédération a organisé une collecte auprès des syndicats SUD-Rail, pour participer au soutien matériel envers le syndicat KVPU des cheminot.es de Kryvyi Rih. Sur place, les camarades soutiennent les collègues engagés dans la résistance armée à l'invasion russe, affrontent les conséquences des bombardements russes, organisent la défense des droits des cheminot.es face aux patrons qui tentent de profiter de la situation pour les restreindre.

Revue internationale Le n°15 bientôt disponible ! Il est consacré à une large description de ce qu'est l'internationalisme de l'Union syndicale Solidaires. Dans le prochain bulletin, nous en publierons le sommaire, afin que les fédérations, syndicats nationaux, unions départementales, etc., puissent en commander.



Palestine, Ukraine

Solidarité avec les peuples qui résistent aux impérialismes ! Guerre à la guerre ! Tant vis-à-vis de la Palestine que de l'Ukraine, l'Union syndicale Solidaires est impliquée dans diverses initiatives de soutien et de solidarité : avec des syndicats palestiniens, avec des ukrainiens, dans les deux cas notamment ceux membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, BDS France et les déclinaisons par secteur professionnel, Education for Gaza, Stop arming Israël, le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et ses bulletins syndicaux, les Brigades éditoriales de solidarité et leur revue, l'intersyndicale Ukraine, les convois syndicaux.

Nous publions des notes, des bulletins, des tracts, comme ces deux récents, à propos de la situation [en Palestine d'une part](#), [en Ukraine d'autre part](#).



Venezuela Important accord unitaire ! Près d'une cinquantaine d'organisations syndicales, professionnelles et sociales du Venezuela ont signé un accord national unitaire qui marque un tournant historique en mettant fin à la fragmentation imposée au mouvement des travailleurs et travailleuses, et en plaçant l'unité de classe au-dessus des différences, en réponse collective à l'appauvrissement généralisé, la répression et la criminalisation de la contestation, et comme expression ferme de la lutte pour le rétablissement des salaires, des retraites, de la liberté syndicale et des droits du travail systématiquement bafoués par l'État vénézuélien. Le texte transmis par nos camarades du Comité Nacional de Conflicto de Trabajadores en Lucha et le texte de l'accord sont sur le site du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).

A propos du Venezuela, les agissements de l'impérialisme étatsunien sont, bien sûr, inadmissibles.

Brésil Agir internationalement contre le licenciement par Latecoere d'une responsable de la CSP Conlutas ! En tant que responsable du syndicat des métallurgistes de São José dos Campos et de sa région, Michele bénéficie d'une protection de l'emploi garantie par la loi brésilienne. Son licenciement est donc illégal. Le licenciement d'une dirigeante syndicale, lesbienne et en cours de traitement contre le cancer, est un acte antisyndicale et discriminatoire.



Latecoere est un fournisseur de pièces et de composants aéronautiques pour de grandes entreprises aéronautiques telles qu'Embraer, Boeing et Airbus. Avec Embraer, elle fait partie du secteur le plus antisyndical de l'industrie au Brésil. Les plaintes pour harcèlement moral, sexuel et persécution d'activistes, voire les condamnations judiciaires pour racisme, sont monnaie courante. Les entreprises du secteur aéronautique sont celles qui versent les salaires les plus bas et qui n'ont pas signé de convention collective depuis 2018. Le syndicat des métallurgistes de São José dos Campos et de sa région a lancé une campagne au niveau national et international. [Des messages de solidarité sont à envoyer aux licenciés.](#)

Italie, Belgique, Portugal, Serbie... Les grèves et manifestations syndicales et populaires de masse sont nombreuses en Europe, en cette fin d'année 2026. Défensives, répondant aux énormes pressions sur les conditions de vie des travailleurs et travailleuses, elles sont aussi porteuses de remises en cause fondamentales des systèmes en place. [En Italie](#), le syndicalisme de base était à l'initiative ; [en Belgique](#), c'était le front syndical commun FGTEB/CSC/CGSLB : [au Portugal](#) les syndicats indépendants se sont joints à l'appel de la CGTP et de l'UGT ; en Serbie, le syndicalisme étudiant est en pointe. Le syndicalisme international est utile !

Kurdistan

Le 9 janvier 2013, Sakine Cansız, cofondatrice du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), Fidan Doğan, représentante du KNK (Congrès national du Kurdistan) à Paris, et Leyla Şaylemez, membre du Mouvement de la jeunesse kurde, étaient assassinées ensemble à Paris, par un membre des renseignements turcs (MIT) selon de nombreux éléments de l'enquête fuités dans la presse. Malgré cela, les autorités françaises n'ont toujours pas rendu justice au peuple kurde 12 ans après ce triple assassinat politique commis sur le sol français car les intérêts étatiques entre la France et la Turquie semblent autrement plus importants que la quête de justice d'un peuple patriote.

Après la mort en décembre 2016 d'Omer Guney, le tireur présumé arrêté en France en lien avec ce triple meurtre, quelques semaines avant le début du procès prévu le 23 janvier 2017, la justice française s'est empressée de classer aussitôt l'affaire. Mais les familles des trois victimes se sont constituées partie civile en 2018 et ont réussi à ce qu'en mai 2019, l'affaire soit relancée « pour les faits de complicité d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste et d'association de malfaiteurs terroriste criminelle ».



Le 10 janvier, comme chaque année, une manifestation est organisée à Paris pour exiger vérité et justice après ces trois assassinats, et aussi honorer la mémoire d'Evîn Goyî, membre du conseil exécutif du KCK (Union des communautés du Kurdistan), de l'artiste kurde Mir Perwer et d'Abdurrahman Kızıl, assassinés devant le siège du Conseil Démocratique Kurde en France (CDK-F) et du centre culturel kurde Ahmet Kaya à Paris le 23 décembre 2022. Il s'agit également de rappeler la lutte du peuple kurde qui revendique son droit à l'autodétermination.

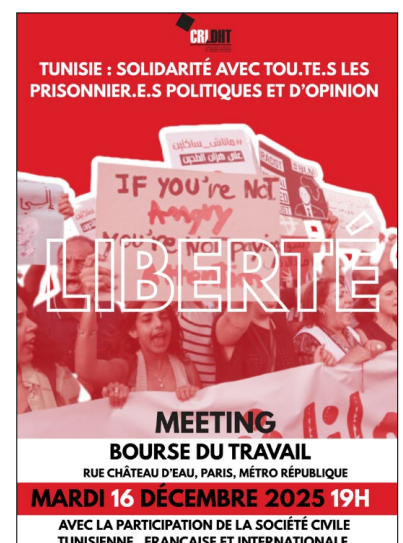
Mexique

Une délégation Solidaires est au Mexique depuis mi-décembre. D'ores et déjà, elle a participé au 111^{ème} anniversaire du [Sindicato Mexicano de Electricistas](#) (SME), au congrès la [Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación](#) (CNTE), à des rencontres avec des syndicats de la santé, de l'eau, de l'université et de l'éducation. Le calendrier zapatiste 2026 est [à commander sur le site Solidaires](#).



Tunisie

L'Union syndicale Solidaires était présente au meeting organisé par le **Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT)**, le 19 décembre, à la Bourse du travail de Paris. « Depuis 2021, et de manière encore plus brutale depuis 2023, la Tunisie connaît une restauration autoritaire assumée. Il ne s'agit plus de dérives ponctuelles, mais d'un système cohérent fondé sur la concentration du pouvoir, l'instrumentalisation de la justice et la criminalisation de toute dissidence pacifique. Le 27 novembre 2025 a marqué un point de bascule. Ce jour-là, des condamnations totalisant des centaines d'années de prison ont été prononcées à l'issue de procès iniques, marqués par l'absence effective des accusé-es et par le non-respect des droits de la défense. Jamais, depuis l'indépendance, de 1956, autant de figures politiques pacifiques, issues de courants aussi divers, n'avaient été simultanément emprisonnées. Contre cette dérive autoritaire et mortifère, la résistance s'organise. Elle s'exprime dans les rues, dans les consciences et dans des liens qui se reconstruisent. » [extraits de l'intervention du CRLDHT].



Prolongeant le travail mené depuis des années, l'Union syndicale Solidaires réaffirme son soutien à celles et ceux qui, en Tunisie, défendent leurs et la liberté, dont les syndicalistes de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT).

Autogestion La Xe rencontre internationale de l'économie des travailleur·ses s'est tenue à La Rioja du 27 au 29 novembre. Sur [le site de l'association pour l'autogestion](#), plusieurs articles s'y rapportant sont disponibles, ainsi que la vidéo de la réunion organisée le 15 décembre pour en rendre compte, avec un point particulier sur la situation des entreprises récupérées en Argentine.



Algérie Dans la matinée du 26 novembre, des travailleurs de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) ont momentanément cessé le travail pour appuyer leurs revendications professionnelles, alors que depuis des mois rien ne bougeait du côté de la direction de la SNTF. Ce court moment revendicatif collectif a mis le trafic à l'arrêt. Cela a valu l'arrestation de plusieurs cheminots et d'une dizaine de responsables de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) à travers le pays, dont le secrétaire général de la fédération nationale des travailleurs du transport ferroviaire (FNTF).

Le pouvoir algérien s'en prend donc même à des pans du syndicat « officiel », l'UGTA. C'est dire la situation des syndicats qui se veulent indépendants. Les militantes et militants de la Confédération syndicale des forces productives (COSYFOP) alertent depuis des mois à propos de plusieurs cas de répression antisyndicale.

Nos camarades de la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA), notamment du Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (SNAPAP) subissent cette répression depuis des années.

Global Labour Institute L'université syndicale internationale du [GLI](#) a réuni 1er au 3 décembre 2025 vers Paris des syndicalistes de 35 pays de tous les continents sur le thème du « Syndicalisme face au nationalisme autoritaire ». « Des camarades de la République démocratique du Congo, d'Ukraine et de Palestine nous ont présenté la guerre, les crimes contre l'humanité voire le génocide en cours depuis des décennies dans leur pays et appelés à des formes d'action concrètes de solidarité internationale.



Nous, syndicalistes du monde entier, déclarons notre solidarité avec tous les pays qui subissent des guerres impérialistes, sans oublier le Soudan. Nous soutenons la résistance des populations sur place et appelons à la libération des prisonnier·es politiques. Nous condamnons toute forme de violences, y compris sexuelles, envers les civil·es, ainsi que l'exploitation d'enfants par les multinationales pour l'industrie extractiviste. Nous appelons tous les syndicats à agir concrètement et à s'engager pour la solidarité internationale et contre le colonialisme et l'impérialisme. [...] Dans le cadre de la montée du fascisme, le syndicalisme et la solidarité internationale sont une forme indispensable d'engagement et de résistance.

Amazon Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a publié un [communiqué de soutien aux travailleurs et travailleuses d'Amazon](#) et à leurs mouvements, en France et dans l'Etat espagnol. Nos résistances et nos victoires sociales ici ou là servent à tous et toutes !

Prochains rendez-vous internationalistes

- Décembre-janvier, délégation Solidaires au Mexique.
- 6 janvier, à Paris, réunion de la commission internationale.
- 28 février et 1^{er} mars, congrès d>Inicjatywa Pracownicza (OZZ IP), à Poznan.
- 23 au 27 mars, semaine anticoloniale et antiraciste.
- 28 et 29 mars, salon anticolonial et antiraciste, à Montreuil.
- 18 au 21 avril, congrès de la CSP Conlutas, à Guarulhos (Sao Paulo).
- 4 au 8 mai, congrès de la Fédération internationale des journalistes, à Paris.
- Mi-juin, contre-G7, à Evian.
- 22 au 26 juin, rencontres de l'été, à Nouan-le-Fuzelier (plénière inter.)
- 4 au 8 août, Forum social mondial, à Cotonou.